

# LA F.S.M. APPELE LES TRAVAILLEURS A FAIRE DU PREMIER NOVEMBRE UNE GRANDE JOURNÉE INTERNATIONALE de solidarité avec le peuple algérien en lutte

Le secrétaire de la Fédération syndicale mondiale a publié un « Appel aux travailleurs du monde entier » à l'occasion du dixième anniversaire de la guerre d'Algérie.

Après avoir rappelé que cette guerre n'a pu venir à bout de la résistance héroïque du peuple algérien, le secrétaire de la F.S.M. appelle les travailleurs du monde entier à faire du premier novembre une grande journée internationale de solidarité avec le peuple algérien en lutte.

## Déploiement de forces à Berlin-Ouest

où les autorités américaines ont provoqué un nouvel et grave incident

(De notre envoyé spécial Pierre DURAND)

BERLIN, 23 octobre (par téléphone). — Les forces militaires américaines d'occupation à Berlin-Ouest ont provoqué ce matin, peu après 8 heures, le point de passage de la Friedenstrasse et amené sur la frontière qui sépare les deux secteurs de la ville 11 tanks et divers engins de guerre. L'entrée dans le secteur est restée interdite à toute personne, y compris aux journalistes. Deux hélicoptères U.S. observaient les lieux.

Pour autant que l'on puisse savoir, il s'agit d'un grave rebondissement de l'affaire du 23 octobre que nous avons relatée hier. On sait que conformément au règlement en vigueur, la police populaire avait refusé l'entrée de Berlin-Est à deux civils américains qui refusaient de présenter leurs passeports. Des soldats en armes les avaient alors fait pénétrer de force dans la capitale de la République Démocratique Allemande.

Hier, les autorités d'occupation américaines avaient convoqué du côté ouest de la ville de Berlin, R.D.A. en promulguant un décret interdisant à leurs ressortissants de se rendre en civil à Berlin-Est.

Mais, au cours de la nuit, le ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis, Dean Rusk, a déclaré à la presse que les Etats-Unis ne soutiennent pas la politique de la R.D.A. et qu'ils ne reconnaissent pas ses représentants à Berlin-Ouest et le secrétaire de presse du ministère, Lincoln White, expliquait qu'il s'agissait d'un « maintien d'un statu quo ».

Les Etats-Unis prétendent que leurs ressortissants ne peuvent pénétrer à Berlin-Est sans subir de contrôle, qu'ils entendent en uniforme ou non.

A 6 heures ce matin, une voiture militaire américaine occupée par deux soldats américains, se rendait à l'ouest et se dirigeait vers le pont de contrôle quelques minutes plus tard. Les policiers de garde demandèrent alors aux deux occupants des documents de la voiture. Aussitôt, les Américains prirent les mesures de force prévues plus haut, demandèrent à rencontrer un officier soviétique et pénétrèrent armés dans le secteur démocratique.

Si la police populaire ne faisait pas constamment preuve d'un parfait sang-froid, le pire aurait dû lui arriver. Et il est évident que certains Américains, comme à Washington ou à Paris, ne souhaitent que le pire.

**Bonn propose un « corridor » inadmissible**

La démarche effectuée à Washington par l'ambassadeur de Bonn aux Etats-Unis, Grewe, en vue d'obtenir la reconnaissance officielle de la République Démocratique Allemande, a été qualifiée de « tentative de régression ».

Il ne s'agit, en effet, que d'une question d'ajournement de la République Démocratique Allemande d'une partie de son territoire. Le problème ne consiste donc pas à réviser un « corridor » qui rappellerait celui de Danzig, mais à reconnaître l'existence de la République Démocratique Allemande et de régler avec elle les problèmes qui pourront se poser au sujet des votes d'accès

paral-Il du côté des syndicats dits « libres » pour les défendre : depuis le 13 août les travailleurs en R.D.A. dans des entreprises mais non dans des écoles. Mais les syndicats « libres » ont obtenu de dire pourquoi. Tout simplement parce qu'ils ont vu dans les accords de Potsdam, les instituteurs qui furent membres du parti nazi pendant douze ans de

vaient être écartés de l'enseignement pendant dix ans. La R.D.A. a appliqué les accords et c'est pour y échapper que ces instituteurs travaillaient à Berlin-Ouest où la dénazification n'était pas assurée. De ce fait les instituteurs ont pu être réintégrés dans les écoles allemandes et à comprendre la responsabilité des revanchards.

L'ambassadeur, la constitution de la Bundeswehr, hâté par les engagements successifs des grands impérialismes occidentaux, est une des plus complètes publiées à ce

# C'est le sixième depuis lundi... Un cadavre d'Algérien retiré de la Seine au Pont-Neuf

MARDI soir encore (mais on ne l'a su qu'hier), un autre cadavre d'Algérien a été retiré de la Seine. C'est au Pont-Neuf, cette fois, qu'a été faite la macabre découverte. Le corps de l'Algérien, précisa l'AFP, portait des traces de coups à la tête.

Officiellement, c'est le sixième cadavre d'Algérien retiré de la Seine depuis le début de la semaine. Lundi soir, en effet, deux corps étaient découverts à Argenteuil et trois autres, mardi après-midi, au Pont de Bezons.

Des organisations syndicales à Paris, comme l'écrivait le journal « L'Humanité », la responsabilité de certaines de ces « exécutions sommaires » à la pelle.

Notre confrère « Libération » a eu l'occasion de poser, au lendemain des manifestations algériennes de la nuit du 19 octobre, reprises dans les conditions que l'on sait, la question suivante : « Est-il exact que deux Algériens ont été, la semaine dernière, précipités dans la Seine ? »

Mais ce qui bouleverse l'opinion semble laisser le préfet de police, de mardi 1. Aucune réponse, aucun éclaircissement n'est venu de sa part rompre un silence de plus en plus étrange. A moins que...

« Notre confrère d'interrogé. Est-il exact que, dans la matinée du samedi 14 octobre, 15 Algériens ont été arrêtés dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris ? Est-il exact que dans la soirée du même jour, ces 15 Algériens transportés en car aient disparu dans la Seine au pont de Saint-Ouen ? »

Impossible d'officiallement on ne sait pas au courant au point que certains de ces Algériens avaient nagé et qu'ils ont pu ensuite faire le récit de leur tragique mésaventure...

D'autre part — annonçait hier l'AFP — deux cadavres d'Algériens en état de décomposition avancée ont été découverts en bordure de la route départementale 120 près du lieu-dit « Les Poulx Blanches », à Clitely, sous-Bois. Ils avaient les mains liées derrière le dos et portaient des traces de strangulation. Les deux cadavres étaient démunis de pièces d'identité.

Un bébé de deux mois l'attendait à la maison... Dans la nuit du 17 au 18 octobre, des centaines de blessés algériens ont été conduits dans plusieurs hôpitaux parisiens, non pas par la police mais par des passants qui les ont ramassés sur les trottoirs et dans les rues. Parfois le personnel médical et hospitalier a donné les soins nécessaires à ces blessés.

Un bébé de deux mois l'attendait à la maison... A Correntin-Octon, par exemple, le personnel a empêché la mère de rentrer dans l'établissement et des frigidités ont été offertes aux Algériens. A l'hôpital de Bièvre, c'est une Algérienne blessée, accompagnée d'un enfant, que la police avait amenée alors qu'elle se trouvait dans un taxi au domicile de cette mère de famille. Son état ne nécessitant pas une hospitalisation, le médecin de service demanda aux policiers de la reconduire chez elle. Ils refusèrent. Alors une infirmière prit un taxi et ramena à son domicile l'Algérienne et son enfant.

La solidarité agissante. Après l'appel lancé par le Secours Populaire et publié dans « l'Humanité », la Fédération de la Seine de cette organisation a reçu, au cours de la journée de mardi, 22 parrainages d'habitants algériens. Le Secours Populaire agit, à ce propos, le cas d'une famille de Saint-Denis dont le père n'est toujours pas rentré et où le cadavre de l'Algérien restait à la maison. De l'argent, des vivres et des vêtements leur ont été offerts.

La Ligne de l'Enseignement dénonce les mesures de discrimination. La Ligue Française de l'Enseignement vient de publier un

hier matin pendant un quart d'heure à la mairie par une délégation. Au lycée Chapal, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, les personnels enseignants et de surveillance et les agents protestent, dans une motion, contre des mesures qui ont le caractère discriminatoire et particulièrement humiliant.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.N.A.P.) a dénoncé, dès le premier jour, les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestent contre ces mesures, et des diffuseurs de presse communiste dans lequel l'iniquité du sort des détenus transportés en Algérie.

# Le gouvernement interdit le meeting pour la paix, contre les violences et le racisme QUI DEVAIT SE TENIR CE SOIR A LA MUTUALITE

Nouvel acte d'arbitraire, nouvelle atteinte aux libertés : le gouvernement gaulliste a interdit le meeting qui devait se tenir ce soir à 20 h 30 à la Mutualité pour la paix, contre les violences et le racisme.

Rappelons que, sous la présidence de M. Jacques Madaille, du Bureau national du Mouvement pour la Paix, il avait été décidé de prendre la parole le vendredi 27 avril, Emmanuel d'Aleix, J.-M. Domenech, le pasteur Louis Châtel, André Rouquié, Claude Bourget, Jean Bénéfiter, Georges Mouton.

Un Algérien assassiné à Charleville. Un jeune Algérien, Hamoud Belkacem, 36 ans, a été assassiné mardi soir, rue de l'Épargne, à Charleville, de quatre balles de revolver.

Flasac à Nico dans un café fréquenté par des Algériens. Une charge de police a fait explosion à Nico dans un bar de nuit à mercredi dans un bar fréquenté par des Algériens à l'emplacement de « L'Aube de l'Islam », au 48 du quai Gallieni, le long du Pailion.

Pour se solidariser avec leur camarade algérien détenu pendant huit jours. R.A.I.P. à Malakoff, ont débrayé (viens par l'ensemble du personnel) en Algérie. Ce texte a été porté à la mairie par une délégation.

Arrêt de travail d'un quart d'heure à la S.A.I.P. de Malakoff. R.A.I.P. à Malakoff, ont débrayé (viens par l'ensemble du personnel) en Algérie. Ce texte a été porté à la mairie par une délégation.

15 organisations de l'Indre-et-Loire lancent un appel commun. Quinze organisations d'Indre-et-Loire — parmi lesquelles le Parti Communiste, le P.S.U., le Mouvement de la Paix, la Fédération Ouvrière et Paysanne, le Comité de Défense des Algériens, la CGT, la Fédération des Anciens d'Algérie, la FENIAP, les cheministes anciens combattants, etc. — viennent de s'adresser au commandant de la région publique pour les inviter à réagir violemment contre les mesures raciales du pouvoir gaulliste.

Architectes et artisans à gruger son prochain. Ca y est, le « job » a passé l'Atlantique. Aux Etats-Unis il a déjà procuré tant de milliards à ceux qui s'y consacrent, qu'on s'étonnait que l'exemple ne soit pas suivi dans les autres pays du monde dit « libre ».

La Fédération des Industries Chimiques C.F.T.C. : Solidarité avec les travailleurs algériens. La Fédération des Industries Chimiques C.F.T.C. se déclare, dans un communiqué, « solidaire des travailleurs algériens » et proteste avec indignation contre les méthodes qui réduisent le peuple algérien à l'état de « réservoir de main-d'œuvre ».

Opinion de Debré et de Joux. Debré reçoit quelques directeurs de journaux de province. Bien entendu, il ne dévoile aucun secret d'Etat. Toutefois il laisse très nettement entendre qu'il son avis la nouvelle procédure préconisée par le G.P.R.A. n'est pas acceptable pour des raisons morales et politiques.

TUNIS : Un discours réaliste. TUNIS, 25 octobre. — Dès hier soir, dans les milieux autorisés tunisiens on se souvient combien les déclarations du président du O.P.R.A. Ben Khedda, étaient empreintes de réalisme et de logique.

RABAT : Accord total. RABAT, 25 octobre. — C'est par une approbation totale que se traduit aujourd'hui les réactions marocaines aux propositions faites hier soir par Ben Khedda pour mettre fin rapidement à la guerre d'Algérie. Dans les milieux autorisés on insiste surtout sur le fait que l'indépendance était proposée comme premier stade, la coopération entre la France et l'Algérie s'engageait dans de bien meilleures conditions.

Le Syndicat C.O.T. de l'A.O. I.P., dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, a envoyé, au nom des 800 syndiqués de l'entreprise, une lettre à l'Élysée dans laquelle il a protesta-

## La Nouvelle Critique d'octobre : UN ACTE DE PAIX

Le danger de la guerre, au moment où nous sommes en train de vivre, c'est l'Europe occidentale. C'est pour quoi la Nouvelle Critique internationale commence par une lettre de bon sens contre la politique de Bonn, éditée par M.M. de Gaulle et Coeur de Marseille.

Ces pages de dernier numéro de la Nouvelle Critique viennent de l'appui des idées exprimées dans cette phrase de l'éditorial d'André Gieselbrecht. Une fois de plus, et de la venue de marxisme militant à l'instinct, pleinement son titre en proposant à ses lecteurs une série d'articles remarquables sur le problème allemand. Aussi bien dans l'éditorial que dans les études que illustrent, l'une de Jacques Milhaud écrivain de République Démocratique Allemande, et l'autre de Jacques Caplain T. sur la Bundeswehr, la perspective de questions brûlantes sont affrontées résolument. Une documentation, des renseignements, indicateurs, et des analyses, des développements, des conclusions pour développer la conscience du danger de guerre. En voici un exemple : Jacques Milhaud nous parle de ce que cinquante instituteurs résidents à Berlin-Est et qui travaillent à Berlin-Ouest. On s'agit beaucoup

par Paul LAURENT

## Les propositions "logiques et réalistes" du Président du G.P.R.A. mettent le pouvoir gaulliste dans l'embarras

### AUJOURD'HUI, CONSEIL DES MINISTRES

La déclaration faite avant-hier par Ben Khedda, président du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, a mis dans l'embarras tous ceux qui s'efforcent de dénaturer les faits et d'accréditer l'idée que le pouvoir gaulliste n'est pour rien dans la continuation de la guerre.

Cet embarras est également visible dans ce qui apparaît comme les milieux officiels, car, comme le soulignait hier matin « Combat » et le discours du chef du G.P.R.A. va mettre la sincérité française à l'épreuve.

De Gaulle répondra-t-il aujourd'hui ? L'heure n'est plus aux faux-fuyants. Il va falloir que le Français s'explique par l'intermédiaire de son communiqué qui sera publié à l'issue du Conseil des ministres, dont les déclarations devraient normalement être consacrées aux propositions de Ben Khedda ?

Les avis sont partagés. Les uns prétendent que l'Algérie était du domaine réservé de Gaulle et que l'habileté de faire part de ses intentions à ses ministres ; les autres affirment qu'il faut connaître sa position dès aujourd'hui. Mais les uns et les autres n'ont pas manqué d'exprimer les premières réactions du premier ministre et celles de Joux qui, tous deux, assuraient avant-hier à l'Élysée au comité des Affaires algériennes où il fut essentiellement question du Sahara.

Les membres de ce comité eurent connaissance des propositions de Ben Khedda, et les uns discutèrent par. C'est du moins ce que l'on prétend.

L'opinion de Debré et de Joux. Debré reçoit quelques directeurs de journaux de province. Bien entendu, il ne dévoile aucun secret d'Etat. Toutefois il laisse très nettement entendre qu'il son avis la nouvelle procédure préconisée par le G.P.R.A. n'est pas acceptable pour des raisons morales et politiques.

Or, dans « Le Monde » d'hier, Nirus reconnaissait que « les nouvelles propositions que le chef du G.P.R.A. vient d'adresser au gouvernement français ont le double mérite d'être logiques et réalistes ».

TUNIS : Un discours réaliste. TUNIS, 25 octobre. — Dès hier soir, dans les milieux autorisés tunisiens on se souvient combien les déclarations du président du O.P.R.A. Ben Khedda, étaient empreintes de réalisme et de logique.

Ce matin, le journal du Nord-Deuxor Al Amal, après avoir examiné les propositions algériennes, écrit :

« Il ne fait aucun doute que cette suggestion positive constitue une coopération importante et sérieuse à la solution finale du problème algérien et il n'est pas étonnant que le chef du G.P.R.A. ait dit de l'objet de la part de beaucoup de commentateurs de presse.

RABAT : Accord total. RABAT, 25 octobre. — C'est par une approbation totale que se traduit aujourd'hui les réactions marocaines aux propositions faites hier soir par Ben Khedda pour mettre fin rapidement à la guerre d'Algérie. Dans les milieux autorisés on insiste surtout sur le fait que l'indépendance était proposée comme premier stade, la coopération entre la France et l'Algérie s'engageait dans de bien meilleures conditions.

## Architectes et artisans à gruger son prochain

Ca y est, le « job » a passé l'Atlantique. Aux Etats-Unis il a déjà procuré tant de milliards à ceux qui s'y consacrent, qu'on s'étonnait que l'exemple ne soit pas suivi dans les autres pays du monde dit « libre ».

Mais c'est fait pour nous. « Franco-soir » d'hier publiait un communiqué-annonce pour informer ses lecteurs qu'un grand architecte a réalisé les plans d'un abri familial, anti-atomique atomique.

Matériaux et français » garantis, naturellement. Il suffit de se référer, par exemple, à telle revue scientifique... Drôle de science ! A moins qu'il ne s'agisse de la science pour gruger son prochain en la persuadant qu'il vaut mieux remettre quelques centaines de mille francs au « génial » architecte en question, plutôt que de lutter activement en faveur de guerre atomique. Le O.N.L. disparaît, de vastes perspectives s'ouvrent, on le sait, aux émulés de Pouillon.